

CA de la CGT avait donné un « mandat ferme à la délégation » pour une clause d'échelle mobile des salaires (« Le mai de la CGT », p.104).

Il y avait peut-être un « mandat ferme » de la CA, mais cette revendication est passée sous la table...

Lutter contre la hausse des prix elle-même Oui, mais comment ?

L'échelle mobile est une mesure défensive importante, qui vise à briser un éternel marché de dupes prix-salaires.

Si elle est rigoureusement appliquée, elle se heurte de front à la loi du profit, c'est-à-dire à la logique même du système capitaliste.

Le programme commun prévoit de l'appliquer au cas où la « gauche » viendrait au pouvoir par les élections.

Mais Georges Marchais prévoit qu'en même temps « un très large secteur privé subsistera ». Mitterrand précise même que « Le Programme Commun s'inscrit dans un contexte d'économie de marché » (Huma, 23/1/73), c'est à dire, en clair, de capitalisme dominant.

Cela signifie que les exploitateurs conservent l'essentiel de leur puissance, qu'ils auront non seulement l'envie mais d'énormes moyens pour truquer et saboter ces mesures. Déjà en 1936 la loi sur les 40 heures votée par le gouvernement Blum a très vite été « tournée » par le patronat avec le système des heures supplémentaires.

Il est clair que le problème du contrôle des prix est posé. Ce n'est pas une hypothèse en l'air :

En France, après le Front Populaire, les prix ont augmenté de 73,3 % en deux ans.

Au Chili, l'inflation a été :

1970 : (gouvernement Frei)..... 35 %

1971 : (Allende)..... 18 %

1972 : (Allende)..... 143,1%

.....pour les 11 premiers mois (Le Monde, 19/12/72).

Il ne suffit donc pas de répondre « la France ce n'est pas le Chili », « 72 ce n'est pas 36 », il faut dire concrètement aux travailleurs comment lutter contre ces formes de sabotage prévisibles de la bourgeoisie ; par qui et comment sera exercé un contrôle ?

Reprenons l'exemple du Chili car il est significatif.

Ce que fait la bourgeoisie

Après l'arrivée au pouvoir d'Allende, la bourgeoisie s'acharne à saboter la politique économique de l'Union Populaire : fuite de capitaux, arrêt des investissements, sabotage de la production agricole, stockage clandestin de marchandises pour les vendre ensuite au marché noir, arrêt de la fabrication des articles taxés, grèves de gros commerçants, manifestations de « ménagères » des beaux quartiers, etc... La bourgeoisie défend ses intérêts méthodiquement, opiniâtrément. Le gouvernement Allende réagira d'une façon très particulière...

Ce que fait Allende

Il appelle les militaires au gouvernement pour faire régner l'« ordre » : il leur demande d'aider à l'approvisionnement et à la lutte contre le marché noir.

Il appelle les travailleurs à produire toujours plus et surtout à ne pas faire grève ; et pour l'aider, il fait entrer des dirigeants syndicaux de la CUT au gouvernement.

Syndicalistes et militaires ensemble se partageant le

pouvoir : une « solution originale » commente l'Humanité ! (octobre 72).

Ce qu'Allende ne fait pas

— « Si nous voulions... »

Il serait possible de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs et non sur l'armée. Allende le reconnaît :

« Si nous le voulions, nous aurions ici 100 000, 150 000 personnes. Il suffirait de la moindre parole pour que 15 à 20 000 travailleurs de la périphérie industrielle de Santiago viennent ouvrir les magasins de Santiago. Nous leur avons dit non ». (12/10/72).

— Et les travailleurs ?

La mobilisation des travailleurs qui faisaient confiance au régime s'est organisée dans des « comités d'Union Populaire » (CUP). Des milliers de ces comités ont tissé un réseau sur tout le pays. L'organisation à la base des travailleurs pouvait être une arme redoutable dans la lutte contre la bourgeoisie. Voyons ce qu'il en reste :

« Prenons le cas des CUP. Nous en avons 15 000 au moment de la campagne. 3 000 ont disparu, 2 000 fonctionnent, le reste végète. Et c'est presque normal. La majorité d'entre eux avaient une orientation essentiellement électorale... »

Luis Corvalan (secrétaire du PC Chilien)

Comment donc s'étonner, comme le fait Allende, que chez les ouvriers « le moral révolutionnaire fait défaut » (sic) (19/1/73).

Une autre voie est possible

Octobre 72 : nous sommes à José Maria Caro (20 000 habitants). Suivant les consignes de la droite, un jeudi le patron d'un grand magasin UNICOOP ferme ses portes : c'est la « grève ». Le samedi, plusieurs centaines d'hommes, de femmes, d'enfants arrivent au magasin en manifestation. Et décident de le réquisitionner : ils l'ouvrent et l'occupent. La police arrive pour faire respecter la « légalité » : deux « meneurs sont embarqués ». La foule se porte en masse au commissariat. Des renforts de police arrivent. Rien à faire. Ceux qui sont rassemblés montrent leur détermination. Au bout de quelques heures : les deux arrêtés seront relâchés ; au bout de quelques heures, le magasin UNICOOP est officiellement réquisitionné. Ceux qui ont participé à l'action adhèrent en masse à un JAP (c'est à dire un comité d'approvisionnement et de contrôle des prix). Ils décident de continuer dans cette voie : vigilance et mobilisation.

Répondre clairement à la question : qui contrôle ?

Il est vain de penser qu'une chose aussi diversifiée, aussi facilement manipulable que les prix peut se contrôler depuis les grands bureaux d'un ministère.

Il faut au contraire une vigilance à tous les niveaux : des millions d'yeux, des millions d'oreilles pour déceler, dénoncer et combattre les trafics et les hausses. On ne peut y réussir qu'en organisant à la base les travailleurs en comités qui exercent ce contrôle :

— sur les détaillants, par des comités de quartier ;

— sur les grands magasins et les grossistes par les mêmes comités, mais aussi par des comités d'employés (en France, ce sont les employés des grands magasins qui ont révélé les trafics sur les étiquettes) ;

— sur les prix des matières premières et des sources d'énergie : après la grève de novembre 72 à Brest, les travailleurs ont mis en place un comité pour contrôler l'application des accords signés. Mais dès aujourd'hui le comité répond aux demandes de renseignements des comités de locaux HLM sur les consommations réelles de gaz par EGF.

Ceux-ci peuvent ainsi comparer avec celles qui leur sont facturées par les HLM. Expérience isolée, peut-être éphémère, mais montrant la voie vers laquelle il faut lutter.

Un gouvernement des travailleurs devrait prendre en outre des mesures énergiques pour compléter cette organisation à la base :

- monopole du commerce extérieur,
- refus d'indemniser les trusts expropriés,
- refus de payer les dettes contractées par l'ancien régime.

Deux voies

Ces choix qui séparent révolutionnaires et réformistes traduisent deux logiques opposées :

* celle de ceux qui, au nom d'un soi-disant « réalisme », essaient de racheter le capitalisme à crédit en laissant intacts tous les instruments de domination de la bourgeoisie (police, armée, justice) comme une épée de Damocles au-dessus du nouveau régime.

* et la logique de ceux qui réaffirment que la révolution se fera en luttant énergiquement contre la bourgeoisie et non en pactisant avec elle. En démantelant les forces de répression bourgeoises et non en les faisant entrer au gouvernement pour leur demander de contrôler les prix. En s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et non en les appelant à produire toujours plus pendant que leurs patrons s'enrichissent impunément par la fraude et cherchent à affaiblir le pays.

Ce sont deux voies :

l'une est un cul de sac,

l'autre est la seule capable de mener au socialisme.

Série « Qu'est ce que... — Documents Ligue Communiste »

- a- La violence.
- b- Les augmentations uniformes.
- c- La santé.
- d- L'école.
- e- Les nationalisations.
- f- L'information.
- g- Le gaspillage capitaliste.
- h- Le parlement.
- i- L'oppression des femmes.
- j- La hausse des prix.
- k- L'armée.
- l- Attention écologie... Sexe interdit !

A paraître : L'Europe rouge. Les transports. Le logement. Les paysans. La pollution. La police. Les TOM-DOM et les colonies. Les fascistes et l'UDR. Le chômage. Les immigrés. L'internationalisme prolétarien. L'impérialisme. L'auto-défense ouvrière.

LE VOTE ELECTRONIQUE

— UN COUP POUR L'UDR.
— DEUX COUPS POUR L'UNION DE LA GAUCHE.
— POUR LA LIGUE LAISSEZ VOTRE NOM, ON VOUS ECRIRA.



SOUTENEZ ROUGE

ABONNEZ-VOUS !

Je désire m'abonner à Rouge.

Nom :

Adresse :

Abonnement choisi :

Tarif des abonnements :

	la France	l'Étranger
Pour sous pli ouvert fermé		
un an	90 150	110 180
six mois	45 75	55 90

Par avion, écrire à Rouge.

Seules les demandes accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.

Pour tout changement d'adresse, joindre 1 f 50 et la dernière bande. Rouge — 10 impasse Guéménée 75004 — Paris (4ème)